

CERVEAUX D'ETAT

L'Etat chercheur

Après l'élection présidentielle [de 1965], la Recherche scientifique et les questions atomiques et spatiales me furent attribuées. Je gardai cette charge quinze mois – assez pour constater que, vu de près, le monde de la recherche était bien malade.

La recherche, en France, est responsabilité d'Etat. Du coup, le secteur qui devrait être le plus inventif, le plus mobile, le plus efficace, souffre de tous les défauts de l'Etat. Comme lui, il est *centralisé*, je veux dire *parisienisé* : les deux tiers des équipements, des crédits, des chercheurs se concentraient près de la capitale. Comme lui, il est *cloisonné* : chaque ministère a ses instituts, ses chercheurs, qui dédaignent, ou redoutent, de communiquer entre eux. Comme lui, il est *bureaucratisé* : les chercheurs sont le plus souvent des fonctionnaires inamovibles, et non ce qu'ils devraient être, des hommes d'aventure ; les "primes de recherche" sont identiques pour tous, qu'ils trouvent ou non : jamais de "primes de découverte". Comme lui, il est *budgétisé* : à l'année, avec des à-coups d'arbitrage pris au milieu de tant d'autres, dans la hâte des printemps budgétaires, ces printemps où les gelées sont plus nombreuses que les rosées.

A ce mal d'Etat, s'ajoutent les maux de société. Nos chercheurs ont tendance à ignorer la vie économique, donc à dédaigner les applications possibles de leur recherche. Ils se passionnent – comme il est naturel – pour les secrets de la matière, les caprices de la nature, les arcanes des chiffres. Mais exploiter leurs propres découvertes, ou même *les laisser exploiter par d'autres*, cela paraît à beaucoup indigne de la science et d'eux-mêmes.

Certes, l'Etat se préoccupait de porter remède à ces défauts liés à nos mentalités : mais c'étaient encore remèdes d'Etat, donc dans la tradition de ces mentalités. Le pouvoir de réparer débouchait sur l'impuissance à réparer. Il y avait le Centre national de la recherche scientifique, qui tentait de dépasser la dispersion des laboratoires universitaires. Il y avait la Délégation générale à la recherche scientifique et technique, qui tentait de surmonter le compartimentage des ministères. Il y avait le Commissariat à l'Energie atomique où, dans le domaine précis du nucléaire, on tentait de marier recherche fondamentale et exploitation technique, aussi bien civile que militaire. Il y avait le Centre national d'études spatiales, qui tentait de lancer des satellites, et de les faire servir à quelque chose. Et puis, il y avait le ministre de la Recherche, qui tentait d'unifier le tout. Son titre avait belle allure. Mais, dans les faits, ses moyens étaient faibles : soit comme répartiteur d'une "enveloppe" financière dont d'autres utilisaient le contenu ; soit comme tuteur d'organismes féodaux qui avaient tendance à échapper à tout contrôle.

Coordonner les coordonnateurs

A cette mosaïque d'organes – chargés de rattraper l'incessant émiettement qui compense toujours la centralisation – j'en ajoutai encore trois, par une loi-cadre où je voyais surtout l'avantage d'associer le Parlement à une politique de promotion de la recherche. Le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO), pour mettre un peu de cohérence dans le travail des géologues, biologistes, chimistes, etc., répartis en cent quatre laboratoires, qui s'ignoraient résolument les uns les autres, vivaient chacun de moyens médiocres et négligeaient les recherches utiles. L'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR), pour repérer les découvertes porteuses d'applications et financer le développement. L'Institut de recherche en informatique et automatique (IRIA), pour aider au lancement du "plan calcul".

Après une décennie, qu'est-il resté de tout cela ? Le bilan me paraît d'autant plus décevant que sur le moment, il sembla plus brillant : trois organismes tout neufs, mis au point, adoptés par le Parlement et lancés en un an ; le "plan calcul" démarré ; le programme spatial amplifié, diversifié, orienté vers des satellites utiles ; la coopération scientifique organisée avec l'Allemagne fédérale, l'Union soviétique, l'Espagne ; les crédits de recherche augmentés, d'une année sur l'autre, de 60 % – ce que l'on n'avait jamais vu et ne devait plus revoir.

(...)